

ACCOR-CADRE MONO-ATTRIBUTAIRE DE TRAVAUX



ComUE Lyon Saint-Etienne

Pôle Stratégie Immobilière, Développement et Vie des Campus

92 rue Pasteur CS 30122

69361 Lyon Cedex 07

Tél : 04 37 37 26 70

TRAVAUX DE MISE EN SECURITE DE L'ANCIENNE CHAUFFERIE DE LA DOUA
--

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**

SOMMAIRE

Article 1. Objet du marché – Dispositions générales.....	6
1.1. <i>Objet du marché.....</i>	6
1.2. <i>Forme du marché</i>	6
1.3. <i>Calendrier prévisionnel des travaux.....</i>	6
1.4. <i>Décomposition en tranches et lots.....</i>	6
1.5. <i>Maître d’ouvrage et pouvoir adjudicateur.....</i>	6
1.6. <i>Equipe maître d’œuvre et missions.....</i>	7
1.7. <i>Contrôleur technique</i>	7
1.8. <i>Coordinateur SSI.....</i>	7
1.9. <i>CSPS.....</i>	7
1.10. <i>Autres intervenants.....</i>	7
Article 2. Pièces constitutives du marché	7
2.1 <i>Pièces contractuelles.....</i>	7
2.2 <i>Pièces indicatives</i>	7
Article 3. Cession du marché.....	7
Article 4. Conditions d’exécution des prestations.....	8
4.1. <i>Mise en œuvre du marché</i>	8
4.2. <i>Exécution du marché.....</i>	8
4.3. <i>Durée du marché - Délais d’exécution</i>	9
4.4. <i>Prolongation des délais.....</i>	9
4.4.1. <i>Causes légitimes de retard</i>	9
4.5. <i>Arrêt de travaux dû à la découverte d’une situation de danger lors des travaux.....</i>	11
Article 5. Prestations similaires et décisions de poursuivre.....	12
Article 6. Caractéristiques des matériaux et produits	12
6.1. <i>Provenance des matériaux et produit.....</i>	12
6.2. <i>Mise à disposition de lieux d’emprunt</i>	12
6.3. <i>Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.....</i>	13
6.4. <i>Prise en charge, maintenance et conservation par l’entrepreneur des matériaux et produits fournis par le maître d’ouvrage</i>	13
Article 7. Implantation des ouvrages et localisation des réseaux souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens	13
7.1. <i>Piquetage général.....</i>	13
7.2. <i>Travaux à proximité des réseaux souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens.....</i>	14

7.2.1.	Obligations générales du titulaire	14
7.2.2.	Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens	15
7.2.3.	Evolutions éventuelles des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens entre la préparation du projet par le maître d'ouvrage et l'exécution des travaux.....	15
7.2.4.	Dispositions applicables en cas de retard dans l'engagement des travaux imputable au défaut de réponse d'un exploitant d'un réseau sensible pour la sécurité	16
7.2.5.	Dispositions particulières en cas d'incertitude sur la localisation des réseaux souterrains	16
7.2.6.	Arrêt de chantier dû à la découverte d'un ouvrage non identifié ou d'une incertitude de localisation ou dû à l'endommagement des ouvrages	16
Article 8.	Préparation - coordination et exécution des travaux	17
8.1.	Période de préparation - programme d'exécution des travaux	17
8.2.	Plans d'exécution - Notes de calculs - Etudes de détail.....	18
8.3.	Organisation, déroulement, sécurité et hygiène des chantiers	18
8.3.1.	Emplacement des installations de chantier	18
8.3.2.	Bureau du chantier.....	18
8.3.3.	Mesures particulières concernant la sécurité et la santé.....	18
8.3.4.	Registre de chantier	19
8.3.5.	Obligations du titulaire vis à vis de ses sous-traitants.....	19
8.3.6.	Locaux pour le personnel	19
8.4.	Engins explosifs de guerre ou matériaux dangereux	20
8.1.	Lutte contre le travail dissimulé sur le chantier	20
Article 9.	Études d'exécution	20
Article 10.	Dispositions particulières à l'achèvement du chantier.	20
10.1.	Gestion des déchets de chantier	20
10.2.	Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	20
10.3.	Clause incitative au réemploi et à la revalorisation des matériaux.....	20
10.4.	Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.	21
10.5.	Travaux non prévus.....	21
Article 11.	Identification d'un sinistre et dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution.....	21
11.1.	Identification d'un sinistre.....	21
11.2.	Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution. 21	
Article 12.	Réception des travaux.	22
Article 13.	Documents fournis après exécution	22
Article 14.	Garantie	22
14.1.	Garantie de parfait achèvement.....	23
14.2.	Garantie biennale.....	23
Article 15.	Garanties financières	23
Article 16.	Avance / Acomptes.....	23
16.1.	Avance.....	23
16.2.	Acomptes	24
Article 17.	Prix du marché	24

17.1.	Contenu du prix	24
17.2.	Caractéristiques des prix	25
17.3.	Augmentation et diminution du montant des travaux	25
17.4.	Variation dans les prix.....	26
Article 18.	Modalités de règlement des comptes	26
18.1.	Projets de décompte	26
18.2.	Demande de paiement finale.....	27
18.3.	Décompte général – solde.....	27
18.4.	Mode de règlement.....	27
18.5.	Répartition des paiements	27
18.6.	Facturation dématérialisée	28
Article 19.	Pénalités et retenues	28
19.1.	Pénalité pour non-respect des obligations liées à la sous-traitance	28
19.2.	Pénalités de retard dans l'exécution des prestations ou dans la date de réception de l'ouvrage 28	
19.3.	Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	29
19.4.	Pénalités de retard dans la levée des réserves.....	29
19.5.	Pénalités pour méconnaissance de l'obligation de confidentialité	29
19.6.	Pénalités de retard dans la production de documents	29
19.7.	Pénalités pour absence ou retard aux réunions ou visites	29
19.8.	Pénalités pour non-respect du RGPD	29
19.9.	Pénalités pour manquement relatif aux dispositions sur les déchets	29
19.10.	Autres pénalités	30
19.10.1.	Remise du PPSPS	30
19.10.2.	Pénalités pour retard dans la transmission des documents – période de préparation.....	30
19.10.3.	Pénalités pour retard dans la transmission des documents – période d'exécution	30
19.11.	Pénalités pour autres manquements	30
Article 20.	Lutte contre le travail dissimulé	30
Article 21.	Responsabilité et assurances	31
21.1.	Responsabilité	31
21.2.	Assurances	31
21.2.1.	Assurances professionnelles.....	31
21.2.2.	Attestations	32
21.2.3.	Assurances souscrites par le maître d'ouvrage	33
Article 22.	Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail	33
Article 23.	Protection de l'environnement, sécurité et santé.....	33
23.1.	Dispositions générales.....	33
23.2.	Dispositions particulières	33

Article 24.	Dispositions applicables en cas de litige / prestataire étranger	34
Article 25.	Résiliation du marché	34
Article 26.	Force majeure	34
Article 27.	Exécution aux frais et risques.....	34
Article 28.	Confidentialité.....	35
Article 29.	Devoir de conseil et Règlement général sur la protection des données (RGPD)	35
Article 30.	Déroptions au C.C.A.G. Travaux.....	35

Article 1. Objet du marché – Dispositions générales

1.1. *Objet du marché*

Le présent marché a pour objet la réalisation des opérations de mise en sécurité des accès et investigations des équipements de l'ancienne chaufferie de la Doua
Le marché n'est pas alloti.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.). L'ensemble des Cahiers des Charges, DTU, des règles de calcul, des Cahiers des Clauses Spéciales rendus obligatoires par décrets ou Normes Européennes reconnues s'appliquent au marché. Le CCAG Travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, entré en vigueur le 1^{er} avril 2021, s'applique au présent marché.

Lieu d'exécution : 10 Avenue Einstein – 69100 VILLEURBANNE

1.2. *Forme du marché*

La présente consultation est lancée selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2 et R2124-2-1° du code de la commande publique.

Elle porte sur la conclusion d'un accord-cadre « composite » mono-attributaire, comprenant des prestations à prix forfaitaire exécutées dans le cadre d'un marché ordinaire à prix global et forfaitaire, et des prestations à prix unitaires exécutées par le biais de bons de commande et soumises au régime applicable aux accords-cadres.

Conformément à l'article R.2162-4 du code de la commande publique, la commande des prestations à prix unitaires est soumise à un montant maximum de 100 000 € HT sur toute la durée du marché.

1.3. *Calendrier prévisionnel des travaux*

Le calendrier prévisionnel des travaux est indiqué à l'article XI.3 du CCTP.
Un planning est annexé au présent document.

1.4. *Décomposition en tranches et lots*

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ou de prestations supplémentaires éventuelles. Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

1.5. *Maître d'ouvrage et pouvoir adjudicateur*

COMUE Université de Lyon
92 rue Pasteur
CS 30122
69361 Lyon Cedex 07

La conduite d'opération est assurée par le pôle Stratégie Immobilière, Développement et Vie des Campus de la ComUE Lyon Saint-Etienne.

Chef de projet : Rémi PELE

1.6. Equipe maître d'œuvre et missions

La maîtrise d'œuvre de l'opération est assurée par la société INGEOS.

1.7. Contrôleur technique

Le contrôleur technique est en cours de désignation par la ComUE Lyon Saint-Etienne.

1.8. Coordinateur SSI

Sans objet

1.9. CSPS

Le coordinateur sécurité et protection de la santé est en cours de désignation par la ComUE Lyon Saint-Etienne.

1.10. Autres intervenants

La ComUE Lyon Saint-Etienne se réserve la possibilité de faire intervenir d'autres intervenants, si elle le juge utile. La ComUE Lyon Saint-Etienne pourra être accompagnée par tout tiers pour l'exécution du marché.

Article 2. Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux, les pièces constitutives de chaque lot du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

2.1 Pièces contractuelles

1. L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes ;
2. Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P) et ses éventuelles annexes ;
3. Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P) et ses éventuelles annexes ;
4. Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, entré en vigueur le 1er avril 2021
5. Le cahier des clauses techniques générales applicable aux marchés publics de travaux (CCTG-travaux).
6. La note méthodologique du candidat
7. Les questions/ réponses aux demandes de précisions sur la teneur du dossier de consultation des entreprises et les mises au point.

2.2 Pièces indicatives

- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F.).

Article 3. Cession du marché

Hormis le cas d'une décision du Tribunal de Commerce, le titulaire ne pourra, pour quelque motif que ce soit, sous peine de déchéance, céder, partiellement ou totalement, les droits résultant du marché qu'avec l'agrément préalable et exprès de la ComUE Lyon Saint-Etienne par avenant de transfert.

Le titulaire est tenu de présenter le cessionnaire à la ComUE Lyon Saint-Etienne lors de sa demande d'autorisation. Le cessionnaire devra apporter des garanties financières, techniques et professionnelles équivalentes à celles apportées par le titulaire. La ComUE Lyon Saint-Etienne fait connaître sa décision dans un délai de deux mois à compter de la réception de la demande du titulaire.

La ComUE Lyon Saint-Etienne ne peut s'opposer à la cession que si le cessionnaire ne présente pas des garanties financières, techniques et professionnelles équivalentes à celles du titulaire à la date de notification du marché.

A défaut d'agrément dans les conditions ci-dessus visées, la cession sera considérée comme irrégulière et inopposable à la ComUE Lyon Saint-Etienne. En outre, en cas de méconnaissance des dispositions du présent article par le titulaire, la ComUE Lyon Saint-Etienne pourra, après mise en demeure préalable restée sans effet, résilier le marché pour faute, conformément à l'article 50.3 du CCAG Travaux, sans qu'aucune indemnité ne lui soit due.

En cas de cession, le cessionnaire sera subrogé au titulaire dans les droits et obligations résultant du marché.

Article 4. Conditions d'exécution des prestations

4.1. Mise en œuvre du marché

Pour la partie forfaitaire, les prestations commencent à s'exécuter à la date de notification du marché.

Conformément à l'article 3.7 du CCAG-Travaux, les prestations à prix unitaires s'exécutent à la survenance du besoin, par le biais de bons de commande établis sur la base des prix définis dans le bordereau de prix unitaires figurant dans l'offre financière du titulaire.

Le marché sera mis en œuvre au moyen d'ordres de service. Ces derniers sont signés, datés, numérotés et notifiés par toute personne habilitée à cette fin par le pouvoir adjudicateur, en cours d'exécution du marché.

Les OS seront transmis par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception par le titulaire, conformément à l'article 3.1.1 du CCAG-Travaux.

Conformément aux articles 3.8.2 et suivants du CCAG Travaux., lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier, au signataire de l'ordre de service concerné dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception de l'ordre de service sous peine de forclusion.

Le titulaire se conforme aux ordres de service qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de co-traitance, les ordres de service sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul la compétence pour formuler des observations au maître d'ouvrage.

4.2. Exécution du marché

Les dispositions relatives à l'exécution du marché sont précisées dans le CCTP du présent accord-cadre.

Le calendrier détaillé d'exécution élaboré pendant la période de préparation se substituera au calendrier prévisionnel d'exécution des travaux dans les conditions fixées à l'article 28.2.3 du CCAG travaux.

Le calendrier détaillé pourra être modifié par ordre de service en cours de travaux, mais cette modification ne pourra, sauf accord des différents entrepreneurs, comporter réduction du délai

d'exécution. Ce document rectifié deviendra contractuel au lieu et place du précédent et servira à l'application des pénalités et primes.

La notification d'un nouveau calendrier prévisionnel de travaux ne préjuge pas, s'il y a lieu, de l'application des pénalités de retard à l'encontre du (des) titulaire (s) des marchés responsables du retard constaté et ne vaut pas acceptation d'une prolongation de délais par le maître d'ouvrage. Toute prolongation du délai contractuel d'exécution des travaux devra faire l'objet d'une mention expresse et l'ordre de service ou l'avenant, s'il y a lieu, devra en fixer l'importance.

4.3. Durée du marché - Délais d'exécution

Le marché est conclu pour une durée de 6 mois à compter de sa date de notification.

Le délai d'exécution du présent accord-cadre est défini à l'article XI.2 et XI.3 du CCTP.
Un planning est annexé au présent document.

4.4. Prolongation des délais

Les modalités de prolongation des délais d'exécution sont telles que prévues à l'article 18.2 du CCAG Travaux.

4.4.1. Causes légitimes de retard

Les événements listés ci-après sont considérés comme des causes légitimes de retard, justifiant une prolongation de délai, mais dans la seule mesure où leur survenance a une incidence sur le déroulement du chantier, sur la durée de réalisation des travaux telle que prévue dans le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux et sur la date contractuelle de réception de l'ouvrage concerné, ce dont le titulaire aura la charge de la preuve :

- le retard dans la mise à disposition du terrain ou des ouvrages par la ComUE Lyon Saint-Etienne ;
- les jours de retard consécutif à une grève générale ou particulière aux activités touchant le secteur du bâtiment au-delà de vingt-et-un (21) jours. Une grève interne au titulaire ou à ses prestataires n'est pas considérée comme une cause légitime de retard ;
- la demande du maître d'ouvrage de suspendre l'exécution du marché, suite à un recours contre une autorisation administrative ;
- l'annulation ou le retrait d'une autorisation administrative, sauf si l'annulation ou le retrait est imputable au titulaire.
- le retard causé par l'impossibilité pour le titulaire d'accéder au chantier du fait de la grève ou des manifestations de la ComUE Lyon Saint-Etienne ou des usagers ;
- le retard résultant des injonctions administratives ou judiciaires de suspendre ou d'arrêter tout ou partie des travaux, dès lors que ces injonctions ne sont pas imputables au titulaire ;
- le retard consécutif à des troubles résultant de cataclysmes naturels, hostilités, révolutions, incendies non imputables au titulaire, inondations (notamment crues décennales),

Quand le titulaire invoque la survenance d'une cause légitime de retard, il doit le notifier à la ComUE Lyon Saint-Etienne dans un délai de 10 (dix) jours à compter de la connaissance d'une telle cause légitime de retard, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

La notification d'une cause légitime de retard fait apparaître notamment (i) l'événement dont la survenance est invoquée, (ii) l'incidence sur le déroulement du chantier et le calendrier des travaux, (iii) les mesures que le titulaire entend mettre en œuvre afin d'atténuer les effets de l'événement sur ses obligations au titre du marché, (iv) les surcoûts que cet événement va engendrer.

Faute d'avoir notifié la cause légitime de retard dans les formes et délais ainsi définis, le titulaire ne pourra pas invoquer la survenance de la cause légitime de retard.

La ComUE Lyon Saint-Etienne indique dans les quinze (15) jours à compter de la réception de la notification complète, si elle accepte la demande de mise en œuvre d'une cause légitime de retard ainsi que l'évaluation du délai de prorogation et du montant des conséquences financières que le titulaire a proposées.

En tout état de cause, lorsque le titulaire invoque une cause légitime de retard, le titulaire prend, dans les meilleurs délais suivant cet événement, toutes les mesures raisonnablement envisageables pour en atténuer l'impact sur l'exécution de ses obligations.

Si le titulaire a, par action ou par omission, aggravé les conséquences d'un événement constitutif d'une cause légitime de retard, il n'est fondé à invoquer la cause légitime de retard que dans la mesure des effets que l'événement aurait provoqués si cette action ou omission n'avait pas eu lieu.

En cas de survenance d'un cas de cause légitime de retard ainsi notifié, la date contractuelle de réception sera repoussée d'une durée égale à celle du retard résultant de la cause légitime de retard, et aucune pénalité de retard ne sera due par le titulaire au titre du retard constaté.

4.4.1.1. Intempéries

En vue de l'application éventuelle du premier alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à trois jours ouvrés.

En vue de l'application éventuelle du troisième alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG, les délais d'exécution des travaux seront prolongés (pour autant, qu'il y ait entrave à l'exécution des travaux, dûment constatée par le maître d'œuvre) d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera l'intensité limite figurant au tableau ci-dessous :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée ou constat du phénomène	Organisme ou documents de référence
Pluie et neige	> 30 mm d'eau ou équivalent en cas de neige	Entre 6h et 18h	Station météorologique de Champforgeuil
Gel	Température : < - 5° C à 6h < - 4 ° C à 10h	Entre 6h et 10h	
Vent	> 60 km/h	Entre 6h et 10h	

Par dérogation au troisième alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG, les prolongations de délais ne s'appliqueront qu'après consommation du nombre de journées d'intempéries prévisibles définies ci-dessus en application du premier alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG.

Modalités d'indemnisation

Dès lors que les conditions énoncées ci-dessus sont réunies et entraînent un retard dans la date d'engagement contractuelle des travaux, cette situation ne doit pas entraîner de préjudice pour l'entreprise exécutant le marché de travaux. Un constat contradictoire est établi entre le responsable

de projet et l'entreprise exécutant le marché de travaux. Le cas échéant, l'entreprise exécutant le marché de travaux adresse une demande d'indemnisation justifiée. Le délai du marché pourra être prolongé du délai de retard d'engagement des travaux constaté.

L'entreprise exécutant le marché de travaux devra fournir au MOA ou MOE tous les éléments attestant de la réalité de son préjudice. L'indemnité pourra être notamment calculée sur la base des prix figurant dans le sous détail des prix unitaires ou de la décomposition des prix forfaitaires ou dans les éléments du marché comme le mémoire technique ou justificatif de l'offre ou à partir d'éléments extérieurs au marché fournis par l'entreprise exécutant le marché de travaux.

4.5. Arrêt de travaux dû à la découverte d'une situation de danger lors des travaux

Conformément à l'article L. 554-1 du Code de l'Environnement, l'entreprise exécutant le marché de travaux ne subira pas de préjudice en cas d'arrêt de travaux justifié par l'une des situations suivantes :

- Découverte d'un réseau sensible non signalé sur les récépissés des DT et/ou DICT ou non piqueté par l'exploitant ;
- Différence notable sur la localisation entre l'état du sous-sol constaté en cours de chantier et les informations portées à la connaissance de l'entreprise exécutant le marché de travaux, qui entraînerait un risque pour les personnes lié au risque d'endommagement d'un ouvrage sensible pour la sécurité (il faut entendre par différence notable un écart supérieure à la classe de précision de l'ouvrage ou de plus de 1,5 m entre la position reprise sur les plans ou sur le piquetage et la réalité) ;
- Découverte ou endommagement accidentel d'un branchement non localisé et non doté d'affleurant visible depuis le domaine public ou d'un tronçon d'ouvrage, sensible pour la sécurité dont la position exacte s'écarterait des données de localisation qui ont été fournies à l'entreprise exécutant le marché de travaux par son exploitant de plus de 1,5 m ou d'une distance supérieure à l'incertitude maximale liée à la classe de précision de ce dernier.

Lorsque l'entreprise exécutant le marché de travaux rencontre une des situations évoquées qui entraînerait un risque pour les personnes lié au risque d'endommagement d'un réseau sensible pour la sécurité, elle sursoit aux travaux adjacents et alerte le MOA et la MOE ou son représentant.

L'entreprise exécutant le marché de travaux informe le plus rapidement possible et par tout moyen le MOA ou le MOE de la suspension des travaux concernés par ce point d'arrêt et confirme par écrit dans un délai inférieur à 24 heures, les jours ouvrés. Le chantier sera maintenu en sécurité pendant toute la durée de l'arrêt de travaux. Un constat contradictoire est établi selon le formulaire CERFA n°14767*01 « constat contradictoire arrêt de travaux » auquel sont jointes des photos attestant de l'anomalie rencontrée ou tout autre document.

Dans le cas d'un endommagement d'un réseau, l'entreprise de travaux met en sécurité le site et prévient immédiatement l'exploitant du réseau. Il établit un constat contradictoire de dommages avec l'exploitant du réseau concerné. Une dégradation superficielle ou un déplacement accidentel de plus de 10 cm d'un ouvrage souterrain en service flexible justifient dans tous les cas une information de l'exploitant du réseau concerné.

L'entreprise exécutant le marché de travaux indique également les conséquences immédiatement perceptibles sur le déroulement du chantier et les impacts sur le personnel, engins et autres moyens mobilisés.

Selon le cas, le MOA ou le MOE ou son représentant établit par écrit un ordre de reprise des travaux ou un ordre d'arrêt de travaux. Dans cette dernière situation, il détermine dans un second temps les conditions de reprise de ces travaux. Le MOA ou le MOE ne peut donner l'ordre de reprise des travaux

qu'après la levée de la situation susceptible d'engendrer un risque pour les personnes ou un danger d'endommagement des ouvrages concernés.

Si le MOA ou le MOE estime que cette suspension est injustifiée, il en informe l'entreprise exécutant le marché de travaux par tout moyen dans un délai inférieur à 24 h 00 jours ouvrés à compter de la réception de l'information transmise par l'entreprise exécutant le marché de travaux, et confirme par écrit.

La durée de l'arrêt de travaux prise en compte pour évaluer l'indemnité financière et déterminer la prolongation des délais contractuels, sous réserve de validation par le responsable du projet ou son représentant, est calculée depuis la date du fait générateur mentionnée dans le constat contradictoire jusqu'à la date d'effet de l'ordre de service de reprise des travaux par le responsable du projet ou son représentant.

L'entreprise exécutant le marché de travaux devra fournir au responsable de projet ou à son représentant tous les éléments attestant de la réalité des conséquences de cet arrêt.

L'indemnité pourra être notamment calculée sur la base des prix figurant dans le sous détail des prix unitaires ou de la décomposition des prix forfaitaires ou dans les éléments du marché comme le mémoire technique ou justificatif de l'offre. Le cas échéant, l'entreprise exécutant le marché de travaux est fondé à déposer un mémoire en réclamation à partir d'éléments extérieurs au marché.

Article 5. Prestations similaires et décisions de poursuivre

Conformément à l'article R2122-7 du Code de la Commande Publique, un marché négocié sans publicité préalable et sans mise en concurrence ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché pourra être proposé au titulaire avant l'issue du présent marché. La durée pendant laquelle les nouveaux marchés publics peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

Des décisions de poursuivre pourront intervenir en cours d'exécution du présent marché.

Article 6. Caractéristiques des matériaux et produits

L'ensemble des Cahiers des Charges, DTU, des règles de calcul, des Cahiers des Clauses Spéciales rendus obligatoires par décrets ou Normes Européennes reconnues s'appliquent au marché.

6.1. Provenance des matériaux et produit

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par le CCTG ou déroge aux dispositions dudit CCTG.

Le titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d'œuvre les documents assurant la traçabilité de tous les produits et matériaux mis en œuvre préalablement à leur mise en œuvre.

6.2. Mise à disposition de lieux d'emprunt

Aucun lieu d'extraction ne sera mis à la disposition de l'entrepreneur.

6.3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

6.3.1 Les dispositions des articles 23 à 25 du CCAG travaux concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives sur le chantier sont applicables au présent marché étant précisé que :

- Le CCTP définit les compléments à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG.

Le CCTP ne déroge pas aux dispositions du CCAG.

- Les vérifications, essais et épreuves sont réalisés par un laboratoire ou un organe de contrôle, agréé par le maître d'ouvrage, à la charge du titulaire.

6.3.2 Le CCTP précise les matériaux, produits et composants de construction devant faire l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins ou carrières de l'entrepreneur, ainsi que les modalités correspondantes.

Les vérifications, surveillance sont réalisées par un laboratoire ou un organe de contrôle, agréé par le maître d'ouvrage, à la charge du titulaire.

6.3.3 Le maître d'ouvrage ou son représentant sur proposition du maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils seront rémunérés sur justificatifs.
- s'ils sont effectués par un tiers, ils seront réglés par le maître d'ouvrage.

6.4. Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux et produits fournis par le maître d'ouvrage

En complément de l'article 26 du CCAG travaux, le CCTP désigne les matériaux, produits et composants de construction qui seront fournis, le cas échéant, par le maître d'ouvrage et précise les lieux et cadences de leur prise en charge, ou de leur réception par l'entrepreneur, ainsi que les modalités de leur manutention et de leur conservation à assurer par l'entrepreneur.

Le maître d'ouvrage mettra à la disposition du titulaire les documents assurant la traçabilité de tous les produits et matériaux mis à sa disposition. Le CCTP ne déroge pas à l'article 26 du CCAG.

Article 7. Implantation des ouvrages et localisation des réseaux souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens

7.1. Piquetage général

Le titulaire sera tenu de procéder lui-même et sous sa responsabilité, en présence du maître d'œuvre, au piquetage général des ouvrages. Il devra, pour toutes ces opérations et pour toutes les vérifications que désirerait exécuter le maître d'œuvre, tenir à la disposition de celui-ci le matériel topographique et le personnel qualifié correspondant. Les travaux de piquetage sont payés par le maître d'ouvrage sur la base du prix figurant au bordereau de prix unitaires joint en annexe de l'acte d'engagement.

7.2. Travaux à proximité des réseaux souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens

7.2.1. Obligations générales du titulaire

Lorsque les travaux doivent être exécutés au droit ou au voisinage d'ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens, le titulaire, ou chacun des cotraitants en cas de groupement d'entreprises, veille au respect de l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution, résultant des dispositions des articles L 554-1 et s. et R 554-1 et s. du Code de l'Environnement.

Son offre technique et financière prend en compte toutes les informations et données relatives aux ouvrages existants qui ont été communiquées dans le dossier de consultation. Il prend en compte les clauses techniques et financières particulières fixées le cas échéant par le marché.

Pour l'application de ces dispositions le responsable du projet est identifié à l'article 1.5 du présent CCAP. Notamment, par dérogation à l'article 31.9 du CCAG Travaux, dès la notification du marché et avant l'exécution des travaux, le titulaire est tenu de consulter la plateforme de téléservice du guichet unique afin d'obtenir la liste et les coordonnées des exploitants des ouvrages en service concernés par les travaux et d'adresser à chacun de ces exploitants une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) conformément au modèle prescrit.

Les techniques que le titulaire prévoit d'appliquer à proximité des ouvrages en service ainsi que les modalités de leur mise en œuvre, assurent la conservation et la continuité de service des ouvrages, ainsi que la sauvegarde, compte tenu des dangers éventuels présentés par un endommagement des ouvrages, de la sécurité des personnes et des biens et la protection de l'environnement.

Pour toute intervention à proximité des réseaux, le titulaire respecte les prescriptions édictées par le guide technique disponible sur le site « www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr », ainsi que, le cas échéant, les informations spécifiques sur les précautions particulières à prendre jointes par les exploitants aux récépissés des déclarations DT et DICT ou complétées dans le CCTP

Le titulaire informe le responsable du projet de toutes éventuelles incohérences, inexactitudes ou manques après comparaison des observations faites sur le terrain avec les informations cartographiques reçues.

Le titulaire informe les personnes qui travaillent sous sa direction de la localisation des ouvrages qui ont été identifiés et repérés et des mesures de prévention et de protection qui doivent être mises en œuvre lors de l'exécution des travaux. Il s'assure à ce titre de leur formation et de leur qualification minimale nécessaire.

Dès lors que la durée d'exécution du marché excède 6 mois, ou excède la durée définie dans la DICT, le titulaire sera tenu d'effectuer une nouvelle DICT, au-delà de ce délai auprès des exploitants d'ouvrages sensibles pour la sécurité, à moins que des réunions périodiques aient été planifiées dès le démarrage du chantier avec l'exploitant.

Le titulaire veille également au respect par ses sous-traitants de leurs obligations relatives aux déclarations d'intention de commencement de travaux. Il leur communique l'ensemble des dispositions du présent CCAP relatives aux travaux à proximité des réseaux.

7.2.2. Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, subaquatiques ou aériens tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter et dont le titulaire a reçu du responsable de projet toutes informations nécessaires sur leur nature et leur position, sera effectué par le titulaire sous la responsabilité du responsable de projet, dans les mêmes conditions qu'au 9.1 ci-dessus.

Il maintient le marquage/piquetage en bon état.

7.2.3. Evolutions éventuelles des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens entre la préparation du projet par le maître d'ouvrage et l'exécution des travaux

Dans le cas où l'exécutant des travaux découvre de nouveaux ouvrages, des modifications ou extensions d'ouvrages :

- Il doit en informer par écrit le responsable du projet sans délai
- Si les ouvrages découverts sont susceptibles d'être sensibles pour la sécurité, ou en cas de différence notable, entre l'état du sous-sol constaté au cours du chantier et les informations portées à la connaissance de l'exécutant des travaux, qui entraînerait un risque pour les personnes lié au risque d'endommagement d'un ouvrage sensible pour la sécurité, l'exécutant des travaux arrête le chantier
 - En cas de carence de l'exécutant des travaux, le responsable du projet délivre un ordre d'arrêt des travaux.
 - Il appartient au responsable du projet de décider par écrit des mesures à prendre et de la reprise des travaux lorsque les conditions de sécurité seront à nouveau réunies
- Un constat contradictoire doit être établi, conformément au modèle réglementaire, sans délai entre l'exécutant des travaux et le responsable du projet. Le constat contradictoire précise :
 - Les précautions éventuelles à prendre pour la sécurité
 - Les modifications qui doivent être, le cas échéant, apportées au projet
 - L'ensemble des dispositions techniques à prendre pour permettre la poursuite des travaux (précautions pour la sécurité, précautions techniques, investigations complémentaires)
 - Les conséquences sur les délais
 - L'arrêt ou la reprise des travaux
 - Les conséquences financières de la découverte : constat de la présence de clauses contractuelles permettant l'indemnisation des précautions et des techniques à mettre à œuvre, de l'arrêt de chantier et des délais supplémentaires ou nécessité d'un avenant définissant les conditions de prise en charge.
- Le CCTP définit le cas échéant les actions complémentaires à mettre en œuvre pour identifier les réseaux et en fixer la localisation ou si celle-ci s'avère impossible, pour réaliser les travaux avec toutes les précautions nécessaires
 - Toutes les actions complémentaires et investigations complémentaires nécessaires à la réalisation des travaux sont prises en charge par le maître de l'ouvrage conformément au bordereau de prix annexé le cas échéant à l'acte d'engagement ou dans le cadre d'un avenant.

Le titulaire sera indemnisé de la totalité de son préjudice éventuel subi du fait de l'évolution des réseaux sur présentation de l'ensemble des justificatifs des frais engagés ou surcoûts pour :

- la mise en œuvre des précautions particulières,
- la mise en œuvre des techniques particulières
- les conséquences du sursis à l'exécution des travaux ou de l'arrêt des travaux
- les conséquences des dépassements de délais

Si la découverte des réseaux remet en cause le projet, dans des proportions ne permettant pas la poursuite du présent marché, elle emporte résiliation du marché pour motif d'intérêt général et indemnisation du titulaire dans les conditions fixées à l'article 50.4 du CCAG Travaux.

7.2.4. Dispositions applicables en cas de retard dans l'engagement des travaux imputable au défaut de réponse d'un exploitant d'un réseau sensible pour la sécurité

Ainsi qu'il est dit à l'article 9.2.1 ci-dessus, l'exécutant des travaux doit, dès la notification du marché et avant l'exécution des travaux, consulter le guichet unique afin d'obtenir la liste et les coordonnées des exploitants des ouvrages en service concernés par les travaux et adresser à chacun de ces exploitants une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

Les travaux ne peuvent pas débuter à proximité d'un réseau sensible pour la sécurité tant que l'exécutant des travaux n'a pas reçu un récépissé de DICT de l'exploitant de ce réseau sensible. En l'absence de récépissé dans les 7 jours de la DICT (9 jours en cas de DICT non dématérialisée), l'exécutant des travaux doit relancer sans délai l'exploitant concerné par lettre recommandée avec accusé réception ou par tout moyen apportant des garanties de preuve équivalente.

En cas de retard dans l'engagement des travaux dû à l'absence de réponse d'un exploitant dans les deux jours de la relance, l'exécutant des travaux doit alerter le responsable du projet pour qu'il décale ou fasse décaler d'autant la date de démarrage des travaux. Un constat contradictoire est établi entre le responsable de projet et l'exécutant pour confirmer l'arrêt ou la suspension du projet et ses conséquences financières.

L'exécutant des travaux ne subira aucun préjudice du fait de ce retard et sera indemnisé de son préjudice éventuel par le maître d'ouvrage sur présentation de l'ensemble des justificatifs des frais engagés ou surcoûts subis du fait du retard dans l'engagement des travaux.

7.2.5. Dispositions particulières en cas d'incertitude sur la localisation des réseaux souterrains

Il n'existe pas d'incertitude sur la localisation des réseaux souterrains.

7.2.6. Arrêt de chantier dû à la découverte d'un ouvrage non identifié ou d'une incertitude de localisation ou dû à l'endommagement des ouvrages

L'exécutant des travaux doit arrêter les travaux, à l'exception des travaux d'investigations complémentaires qui lui auraient été confiés, dans tous les cas suivants :

- découverte fortuite d'un réseau susceptible d'être sensible pour la sécurité ;
- en cas d'écart notable entre les informations relatives au positionnement des réseaux communiqués avant le chantier par l'exploitant ou le responsable du projet et la situation constatée au cours du chantier susceptible d'entraîner un risque pour les personnes lié au risque d'endommagement d'un ouvrage sensible pour la sécurité ;
- découverte ou endommagement accidentel d'un branchement non localisé et non doté d'affleurant visible depuis le domaine public ou d'un tronçon d'ouvrage, sensible ou non sensible pour la sécurité, dont la position exacte s'écarterait des données de localisation qui ont été fournies au titulaire par l'exploitant de plus de 1,5 mètre, ou d'une distance supérieure à l'incertitude maximale liée à la classe de précision indiquée par ce dernier.

Il doit en informer sans délai par écrit le responsable du projet ainsi que le maître d'œuvre s'il n'est pas le responsable du projet et le titulaire du marché, si l'exécutant des travaux est un sous-traitant.

Un Constat contradictoire doit être établi sans délai entre l'exécutant des travaux et le responsable du projet pour confirmer les difficultés rencontrées et prescrire le cas échéant l'arrêt éventuel du chantier ainsi que les conséquences techniques et financières qui en résultent. Le maître d'œuvre, s'il n'est pas

le responsable du projet et le titulaire du marché, si l'exécutant des travaux est un sous-traitant, sont convoqués aux opérations de constat.

L'arrêt de chantier est un cas d'ajournement des prestations selon les dispositions de l'article 53.1 du CCAG Travaux.

L'exécutant des travaux ne subira aucun préjudice en cas d'arrêt de chantier faisant suite à l'une des circonstances identifiées ci-dessus et sera indemnisé par le maître d'ouvrage de la totalité de son préjudice éventuel subi du fait de l'arrêt du chantier sur présentation de l'ensemble des justificatifs des frais engagés ou surcoûts notamment pour :

- la mise en œuvre des dispositions nécessaires à la garde du chantier pendant l'arrêt de celui-ci
- la mise en œuvre de précautions particulières nécessaires pour assurer la sécurité pendant l'arrêt du chantier
- les conséquences des dépassements de délais

L'exécutant des travaux ne peut reprendre l'exécution des travaux que sur ordre écrit du responsable du projet sur les mesures à prendre.

Dans le cas d'endommagement d'un réseau sensible pour la sécurité, le titulaire doit :

- arrêter immédiatement le fonctionnement des engins ou des matériels de chantier
- alerter immédiatement les pompiers et l'exploitant du réseau concerné
- aménager une zone de sécurité immédiate dans la mesure du possible
- accueillir les secours à leur arrivée et rester à leur disposition autant que nécessaire

Dans le cas d'endommagement d'un réseau même superficiel, d'un déplacement accidentel de plus de 10 cm d'un réseau souterrain flexible, le titulaire doit prévenir l'exploitant dans les meilleurs délais. Un constat contradictoire doit être établi avec l'exploitant.

Article 8. Préparation - coordination et exécution des travaux

8.1. Période de préparation - programme d'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG travaux, il est fixé une période de préparation de 2 semaines.

Cette période s'effectue dans les conditions de l'article 28.1 du CCAG à la diligence respective du maître d'œuvre et de l'entrepreneur et de l'OPC s'il est différent du maître d'œuvre lorsque les travaux sont allotés.

En complément le cas échéant des tâches à réaliser pendant la période de préparation prévues dans le CCTP, l'entrepreneur devra dresser un programme d'exécution des travaux conformément à l'article 28.2 du C.C.A.G comportant notamment le calendrier d'exécution des travaux, le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, le plan de sécurité et d'hygiène, ainsi que les dispositions utiles pour obtenir la qualité requise des ouvrages telles que définies à l'article 28.4 du CCAG.

Le titulaire est tenu d'établir un plan d'assurance qualité du chantier conformément aux dispositions de l'article 28.2.1 du CCAG.

Par dérogation à l'article 28.2.2 du CCAG travaux, l'ensemble des éléments du programme d'exécution des travaux est soumis pour visa du maître d'œuvre, et une copie en est adressée au maître d'ouvrage, pendant la période de préparation. L'absence de remise des plans d'hygiène et de sécurité fait obstacle au commencement de la réalisation des travaux. Par dérogation au dernier alinéa de l'article 28.2.2 du CCAG travaux, l'attente du visa après notification du programme au maître d'œuvre ne fait pas obstacle à l'exécution des travaux si l'ordre de service de démarrage de travaux est notifié au titulaire.

À l'issue de la période de préparation, il sera délivré un ordre de service de démarrage de l'exécution des travaux.

8.2.Plans d'exécution - Notes de calculs - Etudes de détail

Le titulaire est chargé de l'établissement des études d'exécution des ouvrages et des modes opératoires, comme détaillé au CCTP, ces documents seront soumis au visa du maître d'oeuvre, préalablement à la réalisation des travaux dans les conditions définies à l'article 29 du CCAG.

Dispositions particulières :

- Schéma d'Organisation de la Gestion des Déchets,
- Modes opératoires d'exécution des opérations de mise en sécurité
- Modes Opératoires de réalisation des accès aux équipements pour investigations

Ces documents seront fournis en trois exemplaires sur support informatique (clé USB) dans les conditions suivantes :

- Formats compatibles avec les logiciels de Dessin Assisté par Ordinateur (Autocad...) et les Systèmes d'Informations Géographiques (Mapinfo, Arcgis...) pour les plans.
- Tous les documents devront être sécurisés et identifiables avec les logiciels suivants :
 - Pour les plans : Autocad, Mapinfo, Arcgis...
 - Pour les autres : Word (.doc), Excel (.xls) ...

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre.

Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

8.3.Organisation, déroulement, sécurité et hygiène des chantiers

8.3.1.Emplacement des installations de chantier

Les lieux doivent être remis en état en fin de travaux.

Le maître d'œuvre se réserve un droit de contrôle sur les installations réalisées par l'entrepreneur.

Le titulaire s'engage au respect de toutes dispositions législatives, réglementaires ou contractuelles relatives aux installations de chantier.

8.3.2.Bureau du chantier

L'installation du bureau de chantier est à la charge du titulaire du marché.

8.3.3.Mesures particulières concernant la sécurité et la santé

Le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAG Travaux. Le titulaire ou chaque cotraitant s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, dans un délai de 8 jours, sur simple demande du représentant du maître d'ouvrage.

Les parties s'engagent au respect des règles concernant la sécurité et la santé des travailleurs conformément aux articles L 4211-1 et, L 4531-1 à 3 et L 4532-1 à 18 et R 4532-1 à 4533-7 du Code du travail.

A ce titre il est précisé :

- Le chantier est soumis à la mise en place d'un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.
- Le chantier est soumis à un plan particulier de sécurité et de protection de la santé

Le Plan particulier de sécurité et de santé devra être transmis par l'entreprise au coordonnateur dans les conditions prévues aux articles R 4532-56 à R 4532-76 du Code du travail dans un délai de 30 jours après la notification du marché. En cas d'entreprise intervenant seule le Plan particulier est transmis au maître d'ouvrage.

Le Plan particulier prend en compte les obligations du Plan général et précise notamment :

- les mesures prévues pour intégrer la sécurité à l'égard des principaux risques courus par le personnel tant dans les modes opératoires lors de leur définition que dans les différentes phases d'exécution des travaux ; il explicite, en particulier, en fonction du procédé de construction et du matériel utilisé, les moyens de prévention concernant, d'une part les chutes de personnel et de matériaux, d'autre part les circulations verticales et horizontales des engins ;
- les mesures prévues pour les premiers secours aux accidentés et aux malades ;
- les mesures concourant à une bonne hygiène du travail et, notamment en complément du projet d'installations de chantier, la consistance et la qualité des locaux pour le personnel.

Le plan particulier de Sécurité et de Santé est tenu à jour par l'entrepreneur qui en signale les modifications au coordonnateur. Il est tenu constamment à la disposition de l'Inspecteur du travail ainsi que ses mises à jour. Il est conservé par l'entrepreneur pendant une durée de 5 ans à compter de la réception.

Ces conditions s'imposent aux sous-traitants et travailleurs indépendants dans les mêmes conditions. Il appartient aux entreprises titulaires de les répercuter.

8.3.4.Registre de chantier

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG travaux, il ne sera pas tenu par le maître d'œuvre un registre de chantier.

8.3.5.Obligations du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993.

En complément des dispositions du code de la commande publique, les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe ou indirecte sont définies à l'article 3.6 du CCAG Travaux.

8.3.6.Locaux pour le personnel

Le projet des installations de chantier indique la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

8.4. Engins explosifs de guerre ou matériaux dangereux

Pour l'application des dispositions de l'article 32 du CCAG, il est précisé que le lieu des travaux contient des matériaux pollués ou polluants, notamment des déchets dangereux et non dangereux et des matériaux contenant de l'amiante, comme cela est détaillé dans le CCTP.

8.1. Lutte contre le travail dissimulé sur le chantier

Il sera fait application de l'article 31.5 du CCAG Travaux.

Article 9. Études d'exécution

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire conformément au CCAG Travaux et au C.C.T.P. Leur coût est inclus dans le montant des travaux.

Article 10. Dispositions particulières à l'achèvement du chantier.

10.1. Gestion des déchets de chantier

Conformément à l'article 36 du CCAG Travaux, la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que producteur, et du titulaire en tant que détenteur de déchets pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste producteur de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets, ainsi qu'au CCTP du marché. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

10.2. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Conformément à l'article 18.1.1 alinéa 3 du CCAG Travaux, le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution. Le repliement des installations de chantier est à la charge du titulaire.

10.3. Clause incitative au réemploi et à la revalorisation des matériaux

La ComUE Lyon Saint-Etienne fixe dans ce marché une clause incitative au réemploi et à la valorisation des matériaux permettant une action de faveur de la réutilisation des déchets issus de cette opération. Pour rappel, la législation sur les déchets dans la loi Transition énergétique pour la croissance verte du 18 août 2015 a fixé des objectifs forts pris afin de renforcer le tri, le réemploi et la valorisation des déchets du BTP :

- Atteindre un minimum de 70% de valorisation matière des déchets non dangereux du BTP à horizon 2020,
- Stabiliser la production de déchets du BTP en 2020 au niveau de 2010,
- Réduire la quantité de déchets non dangereux mis en décharge (- 30% à horizon 2020 et -50% à horizon 2025, par rapport à 2010.)

L'attention des entreprises est attirée ici sur le fait qu'elles auront obligation de se conformer aux dispositions de réduction de la production et de gestion des déchets prises en cohérence avec les priorités et objectifs cités ci-dessus, et devront proposer des solutions techniques correspondantes.

10.4. *Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.*

Conformément à l'article 38 1^{er} alinéa du CCAG Travaux, le titulaire doit procéder à sa charge à tous les essais et contrôles des ouvrages en cours et en fin de travaux, qu'il juge nécessaire.

10.5. *Travaux non prévus*

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le maître d'ouvrage.

Article 11. Identification d'un sinistre et dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution

11.1. *Identification d'un sinistre*

En cas d'identification d'un sinistre par la ComUE Lyon Saint-Etienne, dont l'origine pourrait être attribuée aux travaux, elle en informe le titulaire et convient d'une date de constat. En cas d'identification d'un sinistre par le titulaire, dont l'origine pourrait être attribuée aux travaux, ce dernier en informe sans délai la ComUE Lyon Saint-Etienne par tous les moyens qu'il juge opportuns en fonction du degré d'urgence. Il précise la nature du sinistre, sa localisation précise, la date et l'heure de son identification, ainsi que le degré d'urgence de la remise en état.

Chaque sinistre fait l'objet d'un constat contradictoire entre la ComUE Lyon Saint-Etienne, le maître d'œuvre et le titulaire.

Le cas échéant le responsable s'engage à déclarer le sinistre à son assureur, qui mettra en place les moyens nécessaires pour son règlement. Dans cette hypothèse, le responsable transmet sa déclaration de sinistre aux autres parties.

11.2. *Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution*

Les dommages de toute nature, causés par le titulaire aux tiers, au personnel, aux établissements ou à la ComUE Lyon Saint-Etienne, du fait de la conduite des travaux ou des modalités de leur exécution, sont à la charge du titulaire, sauf si celui-ci établit que cette conduite ou ces modalités résultent nécessairement de stipulations du présent marché ou de prescriptions d'ordre de service.

La ComUE Lyon Saint-Etienne ne pourra pas être recherchée pour un défaut de surveillance du chantier et le titulaire pourra être appelé en garantie sur ce sujet par la ComUE Lyon Saint-Etienne.

La réception, prononcée avec ou sans réserve, ne fait pas obstacle à ce qu'un recours puisse être exercé à l'encontre du titulaire, en cas de réclamation auprès du maître d'ouvrage en raison de tous dommages matériels, immatériels et/ou corporels subis par des tiers, même si au jour de la réception lesdits dommages ne sont ni apparents ni connus.

Par dérogation à l'article 35.1 du CCAG Travaux, les dégradations éventuelles causées aux voies publiques par le chantier sont à la charge du titulaire.

Article 12. Réception des travaux.

La réception est l'acte par lequel le maître d'ouvrage accepte avec ou sans réserve, l'ouvrage exécuté dans les conditions définies aux articles 41 et suivants du CCAG Travaux.

En cas de phases correspondant à un ouvrage ayant sa propre fonctionnalité et autonomie, il pourra être prononcé des réceptions partielles conformément aux dispositions de l'article 42 du CCAG Travaux. Chaque réception partielle fera courir le délai de garantie propre aux ouvrages réceptionnés à compter de la date d'effet de cette réception.

Cependant, les suretés constituées pour la réalisation des différentes parties d'ouvrages, objet du marché, seront maintenues dans leur montant jusqu'à expiration du délai de garantie du dernier ouvrage réceptionné. Elles pourront être mises en jeu au titre de la garantie de parfait achèvement propre à chacun des ouvrages réceptionnés.

Par dérogation à l'article 42.2 du CCAG travaux, la prise de possession par le maître d'ouvrage, avant l'achèvement de l'ensemble des travaux, de certains ouvrages ou parties d'ouvrage doit être précédée d'une réception partielle dont les conditions seront fixées par le maître d'ouvrage et notifiées par ordre de service.

Article 13. Documents fournis après exécution

Conformément à l'article 40 du CCAG, le titulaire devra fournir un Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) et les éléments nécessaires à l'établissement du DIUO qui le concerne, éventuellement précisés par le CCTP.

Conformément à l'article 40.1 du CCAG, l'ensemble des documents sera remis sous format numérique selon le format et les caractéristiques suivantes :

- Les notices, en langue française, ainsi que le dossier d'interventions ultérieures sur l'ouvrage, seront fournis au format : Word (.doc), Excel (xls.) et/ou PDF.
- Les plans et autres documents conformes à l'exécution seront fournis au format PDF et DWG.

Le DOE comprendra tous les documents nécessaires au parfait recollement des ouvrages exécutés, les procès-verbaux de tous les contrôles techniques, essais et épreuves conformément aux normes et aux prescriptions du marché et les notices des fonctionnements des matériels mise en place. Le contenu du DOE est fixé dans le CCTP.

Ces documents seront à fournir en 1 exemplaire papier et 1 exemplaire version informatique déposée sur clé USB.

Un exemplaire des documents nécessaires à l'établissement du DIUO est également transmis au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

Le défaut de remise de ces documents à la date définie ci-dessus entraîne l'application de pénalités prévues dans présent CCAP.

Article 14. Garantie

14.1. *Garantie de parfait achèvement*

Le délai de garantie prévu à l'article 44.1 du CCAG Travaux commence à courir à compter de la date de réception des travaux dans leur ensemble, et non à partir de tout constat d'achèvement partiel. En effet, les éventuels constats de travaux partiels ne font pas courir le délai de garantie, celui-ci ne prenant effet qu'à compter de la réception définitive des travaux.

Pendant ce délai, le titulaire est tenu à une obligation de parfait achèvement, conformément aux dispositions de l'article 44.1 du CCAG Travaux. La durée de cette garantie est d'un an et doit être exécutée dans les conditions précisées par cet article.

Le titulaire reste ainsi engagé par ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage durant toute la période de garantie.

14.2. *Garantie biennale*

Le titulaire doit dans le cadre des dispositions de l'article 1792-3 du Code civil une garantie de bon fonctionnement d'une durée minimale de deux ans des éléments d'équipement visés audit article. La garantie débute à la date d'effet de la décision de réception des travaux.

Article 15. Garanties financières

Les acomptes, les règlements partiels définitifs et le solde du marché font l'objet d'une retenue de garantie. Cette retenue de garantie est égale à 5 % du prix initial du marché augmenté, le cas échéant du montant des modifications en cours d'exécution. Elle a notamment pour objet de couvrir les réserves formulées par la ComUE Lyon Saint-Etienne à la réception ainsi que pendant la période de parfait achèvement, dans les conditions prévues par les articles R2191-32 à R2191-35 du Code de la Commande Publique.

Dans l'hypothèse où le marché serait attribué à une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R.2151-13 du code de la commande publique, le taux de la retenue de garantie est porté à 3%.

La retenue de garantie peut être remplacée au choix du titulaire par une garantie à première demande ou, conformément à l'article R2191-34 du code de la commande publique, dans l'hypothèse où le montant des sommes dues au titulaire ne permettrait pas de procéder au prélèvement de la retenue de garantie, celui-ci est tenu de constituer une garantie à première demande.

La garantie à première demande est constituée et fournie par le titulaire selon les modalités prévues aux articles R2191-36 à R2191-42 du code de la commande publique.

Son montant sera égal à celui de la retenue de garantie qu'elle remplace.

La retenue de garantie est remboursée dans un délai de 30 jours à compter de la date d'expiration de la période de parfait achèvement. Toutefois, si des réserves ont été notifiées au créancier pendant le délai de garantie et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, la retenue de garantie est remboursée dans un délai de 30 jours après la date de leur levée.

Article 16. Avance / Acomptes

16.1. *Avance*

Sauf renonciation du titulaire ou du sous-traitant admis au paiement direct, exprimée dans l'acte d'engagement ou dans la DC4, une avance sera versée selon les modalités définies ci-après,

correspondant à l'option B mentionnée à l'article 10.1 du CCAG Travaux et conformément aux articles R2191-3 à R2191-19 du code de la commande publique.

L'avance est accordée en une seule fois sur la base du montant du lot, ou du montant indiqué dans la DC4, lorsqu'il est supérieur(e) à 50 000 euros H.T, et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le montant de l'avance est de 5 % du montant TTC du lot ou de la DC4 concerné.

Dans le cas où le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R2151-13 du code de la commande publique, le montant de l'avance est porté à 30% du montant TTC du lot ou de la DC4 concerné.

En cas de sous-traitance, si le sous-traitant agréé souhaite bénéficier de l'avance, il présente sa demande de versement de l'avance au maître d'ouvrage. Le sous-traitant joint à cette demande une attestation du titulaire indiquant le montant des prestations que le sous-traitant doit exécuter au cours des douze mois suivant la date de commencement de leur exécution.

L'avance est versée et remboursée selon les dispositions de l'article R2191-11 du code de la commande publique.

16.2. Acomptes

Pour le présent marché, la périodicité des acomptes est mensuelle.

Le règlement des comptes se fait par des acomptes mensuels et un solde établi et réglés comme il est indiqué à l'article 12 du CCAG travaux précisé ou modifié comme suit.

Les travaux seront constatés et réglés à l'avancement des travaux au pourcentage des quantités de travaux exécutés pour les marchés à prix forfaitaire ou selon les quantités estimées ou réellement exécutées pour les marchés à prix unitaire. Le solde sera réglé à l'achèvement de l'ouvrage.

Par dérogation à l'article 10.4 du CCAG, les acomptes n'intègrent pas de part correspondant aux approvisionnements

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit à des acomptes, octroyés conformément aux dispositions des articles R2191-20 à R2191-22 du code de la commande publique. Les acomptes n'ont pas le caractère de paiements définitifs.

Le montant des acomptes correspond à la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent. Le cas échéant, il est diminué de la fraction correspondante de la retenue de garantie mentionnée à l'Article 15 du présent CCAP.

Article 17. Prix du marché

17.1. Contenu du prix

Le contenu des prix est tel que fixé à l'article 9.1 du CCAG Travaux et comprend notamment :

- tous les travaux indiqués au dossier fourni par le maître d'ouvrage et aussi ceux implicitement nécessaires au parfait achèvement de la prestation suivant toutes les règles de l'art et à la réalisation des dispositions indiquées dans les plans ;
- les charges liées à la gestion des déchets ;

- les frais liés à la gestion et à la mise en œuvre de l'installation de chantier ;
- les frais de relevé topographique, de piquetage, de tenue des plans d'exécution au fur et à mesure de l'avancement des travaux ;
- les frais de branchements en énergie et en eau.

Le titulaire reconnaît avoir été suffisamment informé des conséquences directes ou indirectes des circonstances de temps, de lieux et d'horaires dans lesquelles la prestation demandée doit être réalisée et a élaboré ses prix en toute connaissance de cause. Le prix comprend notamment les frais liés aux phasages et plannings des travaux.

Les prix s'entendent pour des travaux exécutés dans les conditions prévues aux cahiers des charges.

Dans le cas d'un groupement solidaire, les prix comprennent les mêmes dépenses et marges que celles décrites à l'article 9.1.2 du CCAG Travaux. En outre, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement d'opérateurs attributaire du marché et les conséquences de ces défaillances.

En cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées au sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

17.2. *Caractéristiques des prix*

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés, comme précisé à l'acte d'engagement, suivant la nature du marché :

- par application d'un prix global et forfaitaire,
- par application des prix unitaires dont le libellé est détaillé au bordereau des prix unitaires.

17.3. *Augmentation et diminution du montant des travaux*

Par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG travaux, lorsque les travaux exécutés atteignent leur montant contractuel, le titulaire ne peut poursuivre les travaux sans avenant préalable ou sans avoir reçu une décision de poursuivre émanant du maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG Travaux, si l'augmentation du montant des travaux, par rapport au montant contractuel, est supérieure à l'augmentation limite définie à l'alinéa suivant, le titulaire a droit à être indemnisé en fin de compte du préjudice qu'il a éventuellement subi du fait de cette augmentation au-delà de l'augmentation limite.

L'augmentation limite est fixée à 15% du montant contractuel.

Par dérogation à l'article 15.1 du CCAG Travaux, si la diminution du montant de travaux, par rapport au montant contractuel, est supérieure à la diminution limite définie à l'alinéa suivant, le titulaire a droit à être indemnisé en fin de compte du préjudice qu'il a éventuellement subi du fait de cette diminution au-delà de la diminution limite.

La diminution limite est fixée à 15% du montant contractuel.

En cas de commande supplémentaire, les prix indiqués dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) seront utilisés pour rémunérer ces prestations ou les prix indiqués dans le bordereau de prix. Les

autres éléments de la DPGF ne sont pas contractuels. Si les prestations nouvelles ne figurent pas dans les pièces du marché, la procédure des prix nouveaux et, éventuellement, des prix provisoires sera appliquée.

17.4. *Variation dans les prix*

Les prix ne sont pas actualisables et sont révisables. La révision est effectuée à chaque acompte mensuel. Elle s'effectue par application au montant HT d'un coefficient P résultant de la formule :

$$P = 0,15 + 0,85 (Im / Im_0)$$

où

Im_0 est l'index du mois M_0 .

Im est l'index du mois d'exécution de la prestation justifiant l'acompte.

Index retenus et/ou indice de variation :

L'index et/ou indice national I de référence choisi pour l'application de la clause de variation des prix des travaux est : BT01.

Pour la mise en œuvre de la clause de révision de prix, la valeur finale de l'index et/ou l'indice de référence est apprécié au plus tard à la date d'achèvement contractuelle de réalisation des prestations ou à la date de leur réalisation, si celle-ci est antérieure.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

Lorsque la valeur finale des index n'est pas connue au moment du mandatement (ou du paiement), la personne publique procède au règlement provisoire sur la base de la valeur révisée en fonction de la dernière situation économique connue. La personne publique procède à la révision définitive dès que les index seront publiés.

Conformément à l'article 9.4.4 du CCAG Travaux, les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Article 18. Modalités de règlement des comptes

18.1. *Projets de décompte*

Les projets de décompte seront présentés conformément à l'article 12.1 du CCAG Travaux, mensuellement.

Les projets de décompte porteront obligatoirement, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le relevé des travaux exécutés (constat contradictoire ou simples constatations) accompagné du calcul des quantités prise en compte, effectué sur la base de ce relevé ;
- le montant hors taxe des travaux exécutés ;
- l'éventuelle retenue de garantie
- les montants et taux de TVA légalement applicables pour chacun des travaux exécutés ;
- le montant total TTC des travaux exécutés ;
- la date de facturation ;

En cas de groupement d'opérateurs économiques conjoint ou solidaire, une unique demande d'acompte est réalisée par le mandataire pour l'ensemble des co-traitants. Chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de sous-traitants admis au paiement direct, **les copies des factures des sous-traitants acceptées par le titulaire** (avec la mention « Bon pour paiement direct » de l'entreprise) seront à **joindre impérativement à la demande d'acompte**, sous peine de se voir refuser la demande d'acompte. La DC4 devra être cohérente avec le montant facturé, sous peine de refus de la demande d'acompte.

Le sous-traitant libelle ses demandes de paiement au nom du maître d'ouvrage et les envoie conformément aux dispositions des articles R. 2193-11 à R. 2193-16 du code de la commande publique.

Par dérogation à l'article 12.1.7 du CCAG, la révision est calculée par le système de facturation dématérialisée.

Conformément à l'article 12.1.9 du CCAG Travaux, le maître d'œuvre accepte ou rectifie le projet de décompte établi par le titulaire. Le projet accepté ou rectifié devient alors le décompte mensuel.

18.2. Demande de paiement finale

Par dérogation à l'article 12.3 du CCAG Travaux, le titulaire établit le projet de décompte final au plus tard 1 mois après la décision de réception de chaque bon de commande.

Ce projet de décompte final est la demande de paiement finale du titulaire, établissant le montant total des sommes auquel le titulaire prétend du fait de l'exécution du bon de commande dans son ensemble, son évaluation étant faite en tenant compte des prestations réellement exécutées.

Le projet de décompte final est établi à partir des prix initiaux du marché, comme les projets de décomptes mensuels, et comporte les mêmes parties que ceux-ci, à l'exception des approvisionnements et des avances. Ce projet est accompagné des éléments et pièces mentionnés à l'article 12.1.7 du CCAG Travaux s'ils n'ont pas été précédemment fournis.

Le titulaire est lié par les indications figurant au projet de décompte final.

Les articles 12.3.2, 12.3.3, 12.3.4 du CCAG Travaux s'appliquent.

18.3. Décompte général – solde

Le maître d'œuvre établit le projet de décompte général dans les conditions de l'article 12.4 du CCAG Travaux.

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG Travaux, si le maître d'ouvrage ne notifie pas au titulaire le décompte général dans un délai de 30 jours à compter de la réception de ce document, celui-ci est réputé définitif.

18.4. Mode de règlement

Après réalisation de la prestation, le paiement sera effectué dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de réception de la proposition de règlement des sommes admises par le maître d'œuvre.

18.5. Répartition des paiements

En cas de groupement, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

Le mandataire est seule habilité à présenter au maître d'ouvrage la demande de paiement. Il est seule habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement.

18.6. Facturation dématérialisée

Les informations concernant la facturation dématérialisée sont indiquées en annexe du CCAP.

Article 19. Pénalités et retenues

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux, le titulaire ne saurait être exonéré d'aucune pénalité.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG Travaux, le montant total des pénalités appliquées au titulaire pendant la durée du marché ne peut excéder 20% du montant hors taxes de l'ensemble du marché.

Les pénalités dues à la ComUE Lyon Saint-Etienne au titre du présent article seront payées soit directement par le titulaire à la ComUE Lyon Saint-Etienne, soit par imputation sur le montant de la demande de paiement suivant la constatation du service fait ayant engendré l'application de la pénalité.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA.

Dans le présent document, les retards sont calculés en jours calendaires.

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG Travaux, le maître d'ouvrage peut, pour les pénalités décrites dans les chapitres suivants et non concernées par une mise en demeure, appliquer ces pénalités sur simple constat par le MOE ou le MOA.

Pour les pénalités décrites dans les chapitres suivants et concernées par une mise en demeure, lorsque le maître d'ouvrage envisage d'appliquer les pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations **dans un délai qui ne peut être inférieur à sept jours**, par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG Travaux. Le maître d'ouvrage précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations et réponses. À défaut de réponse du titulaire, le maître d'ouvrage applique les pénalités de retard.

19.1. Pénalité pour non-respect des obligations liées à la sous-traitance

En cas de non-respect des obligations relatives à l'acceptation ou à l'agrément des sous-traitants, le titulaire pourra se voir appliquer de plein droit et sans mise en demeure préalable une pénalité égale à 2000 euros par jour et par sous-traitant non agréé.

19.2. Pénalités de retard dans l'exécution des prestations ou dans la date de réception de l'ouvrage

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG Travaux, en cas de retard imputable au titulaire dans l'exécution des travaux, s'agissant des prestations pour lesquelles un délai d'exécution ou une date limite a été fixé par les dispositions générales du marché ou par ordre de service, il est appliqué une pénalité journalière de 200 euros par jour calendaire de retard sans mise en demeure préalable.

Les dispositions du présent article s'appliquent aux délais intermédiaires des tâches élémentaires de travaux définies dans le planning d'exécution des travaux et au délai global contractuel de chaque lot.

19.3. *Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux*

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais de l'entrepreneur, après mise en demeure restée sans effet, sans préjudice d'une pénalité de : 1 000 € HT (mille euros H.T) par jour de retard.

19.4. *Pénalités de retard dans la levée des réserves*

Dans l'hypothèse où les réserves n'ont pas été levées dans le délai déterminé lors de la réception, la ComUE Lyon Saint-Etienne pourra appliquer au titulaire, sans mise en demeure préalable, une pénalité journalière de retard égale à 200 euros.

Ces pénalités s'appliquent dans la limite de 10% du montant total hors taxe du marché.

19.5. *Pénalités pour méconnaissance de l'obligation de confidentialité*

En cas de violation des obligations de confidentialité prévues à l'article 27 du présent CCAP, le titulaire sera redevable, sans mise en demeure préalable, d'une pénalité non libératoire de 3000 euros pour chaque violation constatée.

19.6. *Pénalités de retard dans la production de documents*

Le retard dans la production des documents demandés par la ComUE Lyon Saint-Etienne au titre du présent marché donne lieu au versement par le titulaire d'une pénalité d'un montant forfaitaire de 200 euros par jour de retard et par document après mise en demeure du titulaire restée infructueuse dans le délai fixé par ladite mise en demeure.

Cette pénalité s'applique également à la fourniture de chaque document du DOE ou du DEM.

19.7. *Pénalités pour absence ou retard aux réunions ou visites*

L'absence du titulaire à une réunion, un retard supérieur à 30 min ou l'indisponibilité de celui-ci pour une visite dûment programmée et organisée par la ComUE Lyon Saint-Etienne, le maître d'œuvre, ou le CSPS selon les stipulations du marché, donne lieu au versement par le titulaire, sans mise en demeure préalable, d'une pénalité forfaitaire de 100 euros.

19.8. *Pénalités pour non-respect du RGPD*

Pour chaque manquement du titulaire à ses obligations au titre du RGPD, telles que définies à l'article 28 du présent CCAP, la ComUE Lyon Saint-Etienne peut exiger, après mise en demeure du titulaire restée infructueuse dans le délai fixé par ladite mise en demeure, le versement d'une pénalité forfaitaire de 150 euros par manquement constaté.

19.9. *Pénalités pour manquement relatif aux dispositions sur les déchets*

En cas d'absence de production des éléments mentionnés aux articles 36.2.1 et 36.2.2 du CCAG, le titulaire se verra appliquer, après mis en demeure restée infructueuse, une pénalité dont le montant est fixé à 500 € (cinq cent euros) par jour calendaire de retard.

19.10. *Autres pénalités*

19.10.1. Remise du PPSPS

Le PPSPS devra être remis à la fin de la période de préparation, en cas de retard, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée, par jour calendaire de retard, à : 250 euros (deux cent cinquante euros).

19.10.2. Pénalités pour retard dans la transmission des documents – période de préparation

En cas de retard dans la transmission des documents d'exécution à l'issu de la période de préparation au maître d'ouvrage, à son assistant à maîtrise d'ouvrage et au maître d'œuvre, une pénalité de retard égale à 250 € (deux cent cinquante euros) par jour calendaire de retard sera appliqué.

19.10.3. Pénalités pour retard dans la transmission des documents – période d'exécution

En cas de retard dans la transmission des états d'avancement hebdomadaires de la gestion des déchets au maître d'ouvrage, à son assistant à maîtrise d'ouvrage (justificatifs et tonnages récapitulatifs) et au maître d'œuvre pendant la période d'exécution des travaux, une pénalité de retard égale à 500 € (cinq cent euros) par jour calendaire de retard sera appliqué.

19.11. *Pénalités pour autres manquements*

Pour chaque manquement du titulaire à ses obligations au titre du marché qui ne fait pas l'objet de l'un des régimes particuliers de pénalités, la ComUE Lyon Saint-Etienne peut exiger, après mise en demeure du titulaire restée infructueuse dans le délai fixé par ladite mise en demeure, le versement d'une pénalité forfaitaire journalière ou par manquement de 250 euros prévue au présent article.

Article 20. **Lutte contre le travail dissimulé**

Dans le cadre de la lutte contre le travail dissimulé, et conformément à l'article L8222-6 du code du travail, le dispositif suivant sera appliqué :

Avant la signature du contrat :

La ComUE Lyon Saint-Etienne sollicite de l'attributaire du marché, la production des pièces établissant qu'il a satisfait aux obligations fiscales et sociales, qu'il est en conformité avec la réglementation du code du travail relative au travail dissimulé et qu'il ne fait l'objet d'aucun motif d'exclusion de la procédure de passation du marché conformément aux articles L2141-1 à L2141-11 du code de la commande publique.

En cours d'exécution du contrat :

- 1 Le titulaire fournit à la ComUE Lyon Saint-Etienne, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du contrat et sans qu'il soit besoin de les lui demander, les mêmes pièces que celles exigées lors de la signature du contrat.
- 2 Dans le cas où un agent de contrôle lui signalerait que le titulaire ou ses sous-traitants ne respectent pas leurs obligations, la ComUE Lyon Saint-Etienne le mettra en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, de régulariser leur situation et d'en apporter la preuve (fourniture des mêmes pièces justificatives à jour).

Au cas où le titulaire n'aurait pas donné suite à cette injonction, en régularisant la situation, dans un délai de deux mois à compter de la réception de la mise en demeure, la ComUE Lyon Saint-Etienne peut :

- a) Appliquer une pénalité forfaitaire de 300 €, dans les limites suivantes :
 - Le montant des pénalités est égal, au plus, à 10 % du montant du contrat ;

- le montant des pénalités ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1 , L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

b) Résilier le marché sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

Article 21. Responsabilité et assurances

21.1. Responsabilité

D'une façon générale, le titulaire s'engage à exécuter ses prestations dans le respect des règles de l'art et assume les risques et responsabilités découlant de l'inexécution ou de la mauvaise exécution de ses obligations contractuelles.

À ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités, des garanties et des risques découlant des lois, règlements et normes en vigueur, fondés sur les principes édictés :

- par les articles 1792, 1792-2, 1792-3 du Code Civil (Loi 78-12 du 4 janvier 1978), et
- par les articles 1231-1, 1240 et suivants du même Code.

Il est responsable de tous dommages résultant de ses actes, de ses biens et des personnes dont il est responsable, notamment de ses sous-traitants, que ces dommages surviennent en cours d'exécution des travaux ou après l'achèvement de ceux-ci.

21.2. Assurances

21.2.1. Assurances professionnelles

Le titulaire devra être titulaire d'une police d'assurance de responsabilité civile générale couvrant toutes les conséquences pécuniaires de la responsabilité qu'il est susceptible d'encourir vis à vis des tiers et du maître d'ouvrage, du fait de tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non pouvant survenir tant pendant la période de construction qu'après l'achèvement des travaux, et ce, dès le début de son intervention et aussi longtemps que sa responsabilité pourra être recherchée. Les garanties devront être étendues aux responsabilités pouvant lui incomber du fait de ses sous-traitants et aux risques de pollution accidentelle ou non, ainsi que de toute atteinte à l'environnement.

Montant minimum des garanties exigées :

Responsabilité Civile cours de chantier / Avant réception :

Tous dommages confondus (corporels, matériels et immatériels) : 3 M € par sinistre

Dont :

Dommages matériels et immatériels consécutifs : 1.5 M€ par sinistre

Immatériels Non consécutifs : 500.000 € par sinistre,

Dommages d'atteinte à l'environnement : 1 M € par sinistre et par an.

RC après réception

Tous dommages confondus (corporels, matériels et immatériels) : 3 M € par sinistre et par an

Dont :

Dommages matériels et immatériels consécutifs : 1.5 M€ par sinistre et par an

Immatériels Non consécutifs : 500.000 € par sinistre et par an

Dommages d'atteinte à l'environnement : 1.5 M € par sinistre et par an.

La franchise – hors dommages corporels - sera au maximum de 10.000 euros.

21.2.2. Attestations

Conformément à l'article 8.1.3 du CCAG Travaux, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, puis à chaque début d'année pendant toute la durée du chantier, le titulaire doit produire son attestation d'assurance correspondant aux risques visés ci-avant, valable dès le début de l'exécution de ses travaux, jusqu'à la fin de ses interventions.

La (ou les) attestations produite(s) devra (devront) être datée(s) de moins de six mois et émaner de sa compagnie d'assurance (tout document émis par une autre société sera considéré comme nul) et répondre aux critères définis ci-dessus. Pour la RC Décennale, cette attestation devra être conforme aux dispositions de l'article A243-2 et suivants du code des assurances.

Il est précisé que le maître d'ouvrage peut demander au titulaire à tout moment le justificatif du paiement de ses primes d'assurance.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à notifier tout changement concernant ses contrats d'assurance (changement d'assureur, nature et montants des garanties, franchises...) ainsi que tout fait de nature à entraîner la suspension ou la résiliation de ses différentes polices.

Il s'engage également à déclarer à ses assureurs, dans les délais requis, tous événements ou réclamations susceptibles d'entraîner l'application de ses polices d'assurance.

Les montants de garanties minima indiqués ci-avant ne constituent, en aucun cas, une quelconque limitation de la responsabilité. Il appartient au titulaire de souscrire des montants de garanties à la hauteur des responsabilités qu'il considère encourir.

En cas de couverture insuffisante, le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'exiger de la part du Titulaire la souscription d'une assurance complémentaire en nature et/ou en montant.

Concernant les sous-traitants, il appartient au titulaire d'effectuer le contrôle de leurs attestations d'assurance.

Tout entrepreneur, qui, dans le cadre de la réalisation de ses travaux, met en œuvre des procédés et/ou des matériaux non traditionnels ou de technique non courante, devra fournir une attestation d'assurance décennale spécifique mentionnant expressément la couverture des ouvrages tels que réalisés.

Le titulaire doit assistance à la ComUE Lyon Saint-Etienne pour tous les problèmes liés à l'application des polices d'assurance garantissant le chantier et notamment :

- il doit veiller à l'assurabilité des matériaux et/ou systèmes constructifs mis en œuvre,
- il informe la ComUE Lyon Saint-Etienne de toutes les difficultés rencontrées à ce sujet, par la rédaction de notes et rapports appropriés,
- il doit fournir tous documents et explications, assister à toutes réunions, aussi bien dans le cadre de la mise en place des polices d'assurances de l'opération, que dans le cadre de la résolution des sinistres pouvant survenir.

Le non-respect de ces obligations peut entraîner la résiliation de plein droit du marché.

21.2.3. Assurances souscrites par le maître d'ouvrage

Le maître de l'ouvrage souscrira une police Tous Risques Chantier adaptée à l'opération au profit de l'ensemble des participants au chantier.

Le coût de cette police sera pris en charge par le maître de l'ouvrage.

Cette police ne couvrira pas les pertes financières, les dommages immatériels, les pénalités que pourrait subir l'entrepreneur à la suite d'un dommage garanti.

La police comportera une franchise qui sera, en cas de sinistre, supportée intégralement par l'entreprise responsable de celui-ci ou, en cas de pluralité de responsables, au prorata des responsabilités déterminées.

Dans le cas où aucune entreprise ne pourrait être tenue pour responsable, la franchise sera imputée aux entrepreneurs du ou des lots concernés par l'ouvrage ou la partie d'ouvrage sinistrée au prorata du coût de la réparation des dommages affectant le ou les lots.

Si l'entreprise responsable du sinistre, à défaut l'entreprise titulaire du lot sinistré, ne prend pas en charge la franchise ou son prorata, ceux-ci seront prélevés sur sa situation de chantier.

S'agissant du versement des indemnités au titre de la police Tous Risques Chantier, il est d'ores et déjà expressément convenu, que les indemnités seront versées par l'assureur au seul maître de l'ouvrage, à charge pour lui de les verser ensuite aux constructeurs concernés sur présentation des situations de travaux de réparation ou de reconstruction correspondantes validées par le maître d'œuvre.

Le maître de l'ouvrage souscrira une police Dommages-ouvrages adaptée à l'opération. Le coût de cette police sera pris en charge par le maître de l'ouvrage.

Article 22. Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail

Les prescriptions de l'article 6 du CCAG Travaux s'appliquent au présent marché.

Article 23. Protection de l'environnement, sécurité et santé

23.1. Dispositions générales

Le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de l'environnement dans les conditions définies à l'article 7 du CCAG Travaux. Le titulaire ou chaque cotraitant s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, dans un délai de 8 jours, sur simple demande du représentant du maître d'ouvrage.

23.2. Dispositions particulières

Conformément à l'article 20.2 du CCAG, le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, s'engage au respect des dispositions définies au CCTP.

Mesures relatives à la gestion des déchets de chantier

Le CCTP définit les opérations de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par les travaux vers les sites susceptibles de les recevoir.

Il précisera les modalités permettant au maître d'ouvrage de s'assurer de la traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier.

Article 24. Dispositions applicables en cas de litige / prestataire étranger

Quelle que soit la nationalité du prestataire, la loi française est seule applicable. En outre, tous les documents, notices et correspondances relatifs au marché sont rédigés en français. Dans le cas où ces derniers seraient traduits en une ou plusieurs langues, seul le texte rédigé en français fera foi en cas de litige.

En cas de différends ou litiges, les dispositions de l'article 55 du CCAG Travaux s'appliquent.

Article 25. Résiliation du marché

Les stipulations des articles 49 à 52 du CCAG Travaux, relatives à la résiliation du marché, sont applicables, complétées comme suit :

Par dérogation à l'article 50.4 du CCAG Travaux, lorsque le pouvoir adjudicateur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues, un pourcentage de 2 %.

Article 26. Force majeure

Les parties n'encourent aucune responsabilité ou pénalité pour ne pas avoir exécuté ou avoir exécuté avec retard une de leurs obligations au titre du marché suite à la survenance d'un événement de force majeure, entendu comme tout événement qui leur est extérieur, qui est imprévisible et irrésistible et qui les empêche d'exécuter en tout ou partie une de leurs obligations au titre du marché.

Si la partie qui invoque la survenance d'un événement de force majeure a, par action ou par omission, aggravé les conséquences d'un événement présentant les caractéristiques de la force majeure, elle n'est fondée à invoquer la force majeure que dans la mesure des effets que l'évènement aurait provoqués si cette action ou omission n'avait pas eu lieu.

Lorsque l'une des parties invoque la survenance d'un événement de force majeure, elle le notifie à l'autre partie par lettre recommandée avec avis de réception, dans les plus brefs délais, et au maximum dans les 15 (quinze) jours suivant la survenance de l'évènement. La notification précise les faits invoqués au soutien de sa demande, notamment la nature de l'évènement, et les conséquences de cet événement sur l'exécution du marché ainsi que les mesures prises pour en atténuer les effets. Dans une telle hypothèse, les parties conviennent de se rencontrer au plus vite pour envisager toute mesure à prendre en vue d'assurer la continuité du service et d'éviter, autant que faire se peut, la rupture de leurs liens contractuels.

Si, toutefois, l'évènement de force majeure ou les perturbations dans l'exécution du marché duraient plus de trois (3) mois, la ComUE Lyon Saint-Etienne pourrait prononcer la résiliation du marché dans les conditions prévues à l'article 50.4 du CCAG Travaux.

Article 27. Exécution aux frais et risques

Le maître d'ouvrage pourra faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire, dans les conditions prévues à l'article 52.2 du CCAG Travaux.

Article 28. Confidentialité

Conformément à l'article 5.1 du CCAG Travaux, le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et le cas échéant ses sous-traitants et/ou ses fournisseurs au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions, dont il a, ou aura eu la connaissance durant l'exécution du marché.

Il est tenu de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents, ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

Article 29. Devoir de conseil et Règlement général sur la protection des données (RGPD)

Le titulaire est tenu à une obligation permanente d'information et de conseil à l'égard du pouvoir adjudicateur pendant toute la durée du marché.

Dans l'exécution du présent marché, le titulaire est tenu, au même titre que le pouvoir adjudicateur, au respect des dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel conformément à l'article 5.2 du CCAG-PI.

Les parties devront notamment se conformer au règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016, dit « Règlement général sur la protection des données – RGPD », ainsi qu'à la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles.

Pour rappel, selon le RGPD, les obligations du titulaire du présent marché vis-à-vis du responsable du traitement de données à caractère personnel (pouvoir adjudicateur) sont, le cas échéant, les suivantes :

- Ne traiter les données à caractère personnel que sur instructions documentées du responsable du traitement ;
- Garantir la confidentialité et la sécurité des données (pseudonymisation, chiffrement...) ;
- Respecter les principes de protection des données dès la conception et par défaut ;
- Notifier sans délai les violations de données à caractère personnel au responsable du traitement ;
- Tenir par écrit un registre recensant les traitements effectués ;
- Solliciter l'autorisation du responsable du traitement avant de recruter un sous-traitant de second rang ;
- Répondre des éventuelles fautes commises par le sous-traitant de second rang à l'égard du responsable du traitement ;
- Apporter l'assistance au responsable du traitement pour l'instruction des demandes d'exercice du droit des personnes concernées : rectification, effacement, etc. ;
- Mettre à la disposition du responsable du traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes les obligations imposées par le RGPD.

Article 30. Dérogations au C.C.A.G. Travaux

Le présent CCAP déroge aux articles suivants du CCAG-Travaux :

Articles du CCAP	Articles du CCAG - Travaux
Article 2	Article 4.1
Article 4.4.1.1	Article 18.2.3
Article 7.2.1	Article 31.9
Article 8.1	Articles 28.1 et 28.2.2
Article 8.3.4	Article 28.5
Article 11.2	Article 35.1
Article 12	Article 42.2
Article 16.2	Article 10.4
Article 17.3	Articles 14.3, 14.4.3 et 15.1
Article 18.1	Article 12.1.7
Article 18.2	Article 12.3
Article 18.3	Article 12.4.4
Article 19	Articles 19.2.1, 19.2.2 et 19.2.4
Article 19.2	Article 19.2.3
Article 25	Article 50.4

ANNEXE

Facturation dématérialisée

Gestion des situations de travaux/honoraires : Module financier GESPRO PROFI

Introduction

Le Maître d'Ouvrage traitera les situations de travaux et notes d'honoraires de façon dématérialisée à travers la plateforme Gespro et plus particulièrement son module Profi. Le module permet de gérer tout le circuit des vérifications successives des situations de travaux et note d'honoraires.

L'objectif étant de raccourcir les délais de traitement, de sécuriser l'ensemble de la chaîne de décision et d'avoir un historique et une traçabilité de tous les échanges.

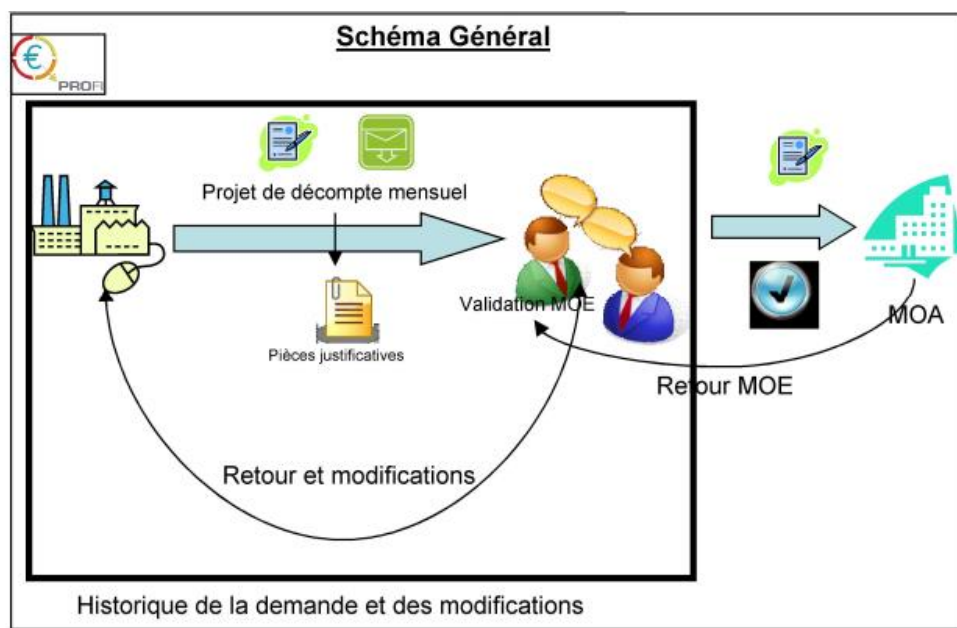
Chaque intervenant s'engage à respecter les règles établies dans la présente convention ainsi que dans les notices d'emploi distribuées lors de la formation. Seuls les échanges intervenus sur la plateforme feront foi en cas de litige.

Principe d'utilisation

Connexion et confidentialité

Chaque intervenant possède un accès protégé grâce à son mot de passe (qui peut être changé dans l'onglet profil après identification). Cet accès confidentiel lui garantit que personne ne peut émettre de documents à sa place. De plus, la gestion des accès permet que seuls les utilisateurs autorisés accèdent aux informations les concernant. Ainsi, comme dans le circuit « papier » habituel, seuls les destinataires des projets de décompte (OPC, Architecte, Assistant au Maître d'Ouvrage et Maître d'Ouvrage), auront connaissance des documents échangés.

Schéma général du traitement des situations



Rôle des acteurs

- Entreprises titulaires, prestataires intellectuels.

Préalable :

- Transmettre sa décomposition du prix global et forfaitaire marché en format informatique (excel) pour introduction par l'administrateur sur la plateforme.
- Une fois son compte validé, déclarer sur la plateforme les cautions (le cas échéant), dont un original a été transmis à l'architecte et au maître d'ouvrage (si elles n'ont pas été introduites par l'administrateur).
- Déclarer les sous-traitants pour lesquels un acte spécial a été transmis à l'architecte et au maître d'ouvrage (si elles n'ont pas été introduits par l'administrateur).
- Utiliser son dossier marché (présent dans la bibliothèque PROFi) pour déposer tous les documents nécessaires aux traitements de ses demandes (copies des originaux envoyées à la maîtrise d'ouvrage).

Projets de décomptes :

- Se connecter à Gespro régulièrement pour prendre connaissances des événements survenus le concernant.
- Se connecter à Gespro, module Profi pour tout projet de décompte à établir
- Il n'est possible de faire un projet de décompte que si le précédent a été validé par la maîtrise d'ouvrage.
- Choisir le mois pour lesquels ont été effectués les prestations et remplir la colonne avancement de son devis en pourcentage cumulé.
- Ajouter un commentaire et joindre toute pièce justificative nécessaire avec la demande.
- Valider ce projet pour transmission aux autres acteurs. Tant qu'un projet n'est pas validé par le titulaire, aucun autre utilisateur n'en a connaissance. Le délai de transmission étant instantané, la date de validation (inscrite sur la demande d'acompte) fait commencer le délai dans lequel doit être traitée cette demande.

- OPC – BET ou autres Vérificateurs

- Prendre connaissance des messages transmis par Gespro l'informant que des projets de décomptes sont en attente
- Vérifier / modifier le mois d'établissement des prestations ainsi que l'avancement en pourcentage cumulé de la situation saisie par l'entreprise pour transmission à la MOE.
- Justifier ses actions par un commentaire et une pièce jointe.

MOE (Validation des demandes)

- Prendre connaissance des messages transmis par Gespro l'informant que :
 - Des projets de décomptes sont en attente de traitement.
 - Des cautions sont en attente de validation
- Valider les cautions déclarées par les entreprises.
- Vérifier / modifier le mois d'établissement des prestations ainsi que l'avancement en pourcentage cumulé de la situation saisie par l'entreprise.
- Appliquer les éventuelles retenues / primes et les justifier précisément.
- Justifier ses actions par un commentaire et des pièces jointes
- Valider son traitement ce qui entraîne la création de l'état d'acompte provisoire (avant validation MOA) et des annexes justificatives (révisions, retenues, primes).

- Maître d'Ouvrage

- Prendre connaissance des messages transmis par Gespro l'informant que des états d'acompte sont en attente.
- Prendre connaissance des documents générés par chacun des acteurs
- Accepter ou retourner à l'architecte l'état d'acompte pour modification (en le justifiant par un commentaire et une pièce jointe).
- **Toute demande pour être définitivement validée doit l'être par l'ensemble des acteurs. Le refus de l'un des acteurs de niveau Maîtrise d'Ouvrage retourne la demande à la MOE ou au vérificateur.**

Conditions d'utilisation

Tout utilisateur s'engage à respecter les conditions d'utilisation telles que décrites dans la présente convention et dans les notices détaillées qui seront distribuées lors de la formation.

Les documents, messages, actions à effectuer, disponibles par simple connexion de l'utilisateur, sont réputées connues de l'utilisateur en question. Toute action (dépôt, message, traitement) effectuée sur la plateforme est datée. Cette date fait foi pour tout recours.

Toute demande de modification d'une action non prévue dans la convention et dans les notices ne pourra être effectuée qu'après étude de la demande et éventuellement devis de la part de GESPRO-SMI Internet.

Tout événement non prévu devra être déclaré à l'administrateur de la plateforme en utilisant le lien contact situé en bas de page.

Une assistance (mail ou téléphone) est disponible pour tous les utilisateurs ayant suivi la formation.

Tous les documents échangés (pièces jointes) doivent l'être au format PDF afin de garantir la pérennité des données. Sauf demande particulière justifiée.